

## Déclaration du Comité du bois de la CEE sur le marché des produits forestiers en 2011 et 2012

(Adoptée le 14 octobre 2011, <http://www.unece.org/fileadmin/DAM/timber/meetings/20111010/ApprovedTcMkt-Statement111014.pdf>)

*Dans la région de la CEE, les marchés des produits forestiers rebondissent après  
deux années de production et de consommation en chute*

*Les produits forestiers contribuent à l'économie verte*

Le Comité a examiné les faits nouveaux intervenus sur les marchés des produits forestiers tels que présentés dans la *Revue annuelle des marchés des produits forestiers 2010-2011*, ainsi que les présentations des experts et les rapports et prévisions de marché par pays.

### I. Panorama des marchés des produits forestiers en 2011 et 2012

1. La reprise de la demande en produits forestiers dans l'ensemble de la région de la CEE en 2010 (+5,6%)<sup>1</sup>, après deux années de production et de consommation en diminution, a suscité un optimisme modéré, en laissant espérer que l'industrie avait peut-être franchi un cap. Malgré ce rebond, la production comme la consommation demeurent toutefois en deçà de leurs niveaux de 2006-2007. Concernant les principaux produits forestiers, la consommation d'ensemble a augmenté de 4,1% en Amérique du Nord, de 6,6% en Europe et de 6,3% dans la Communauté d'États indépendants (CEI). Le Comité du bois prévoit une amélioration sur les marchés des produits bois et papier en 2011 et 2012. La reprise tant attendue dans le parcours des marchés du logement et de la construction ne s'est pas matérialisée. Le marché du logement nord-américain, l'un des principaux moteurs de la demande en produits bois demeure faible. Si, au Canada, les mises en chantier de logement ont connu une amélioration en 2010, elles ont depuis reculé de 6,4% durant la première moitié de 2011. Les réparations, les rénovations et la construction hors résidentiel, qui ont stimulé la demande en bois de résineux et panneaux, représentent désormais une part plus importante de la consommation que les logements neufs. Les chiffres publiés par le Bureau américain du recensement montrent que les permis de construire accordés durant une période donnée en 2011 sont en général supérieurs à ceux de 2010 pour la période équivalente. Avant qu'une véritable reprise ne puisse perdurer sur les marchés des produits forestiers de la région de la CEE, il faudra une forte hausse des dépenses de construction et une amélioration beaucoup plus importante des mises en chantier de logements aux États-Unis que ce qui a été observé jusqu'à présent.

2. Dans la région de la CEE, la reprise ne donne pas une image homogène. Certains secteurs de produits ont connu une forte amélioration de leur consommation.

Par exemple, en Europe, dans le secteur des sciages résineux, la consommation a affiché une progression de 12,5% en 2010. Concernant les panneaux, dans la Fédération de Russie, la consommation a fortement augmenté de 2009 à 2010: la consommation de contreplaqués a progressé de 46,5%, contre 24,6% pour les panneaux de particules. Le bois fait l'objet d'une concurrence qui s'est intensifiée tous secteurs confondus, les prix augmentant en conséquence. Les indices des prix des grumes de sciage, qui sont bien établis, ont par exemple enregistré des prix jamais atteints en 2010. Toutefois, en termes réels, les prix sont probablement de 30% inférieurs aux pointes affichées au milieu des années 90. Il s'agit là d'un aspect central pour la plupart des secteurs, qui ont dû faire face à des hausses des coûts réels pour la quasi-totalité des composants de la production, par ex., énergie, résines et produits chimiques, transport et bois. Si les prix de vente de leurs produits ont également augmenté, dans la plupart des cas, ils n'ont pas complètement compensé les coûts de production plus élevés. Il est clair que cette situation n'est pas tenable et il serait peut-être souhaitable que l'industrie réfléchisse aux raisons qui en sont responsables: pour la majeure partie de la gamme de produits, les prix n'arrivent pas même, dans la plupart des cas, à suivre le coût général de l'inflation.

### Politiques ayant une incidence sur les marchés des produits forestiers

3. Les politiques internationales en matière d'évolution du climat, de même que les politiques touchant à la consommation et à la production durable, vont avoir des incidences sur le secteur forestier, bien que l'on ne sache pas clairement quels en seront précisément les effets. Les négociations se poursuivent en vue d'élaborer un instrument juridiquement contraignant qui succédera au Protocole de Kyoto, lequel expire en 2012. Bien que les discussions de Cancún (Mexique) se sont conclues sans qu'on soit parvenu à un accord sur cette question majeure, des avancées ont été réalisées sur la question de se mettre d'accord sur un processus d'examen de la REDD+ et de l'UTCATF (Utilisation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie). Les discussions continueront lors de la COP-17 à Durban (Afrique du Sud) du 29 novembre au 9 décembre.

4. La politique énergétique européenne vise à contrecarrer la dépendance grandissante sur les combustibles fossiles importés en réduisant de manière significative la demande globale en énergie, et en

<sup>1</sup> Les comparaisons avec 2009 sont extraites de la *Forest Products Annual Market Review, 2010-2011*.

satisfaisant une part croissante des besoins énergétiques à partir de sources renouvelables, y compris la biomasse ligneuse issue de l'agriculture et de la foresterie. On dispose d'éléments montrant que la concurrence dont fait l'objet la biomasse ligneuse pourrait être à l'origine de la hausse des prix des matériaux bois brut dans plusieurs parties de l'Europe, ce qui inquiète les utilisateurs de bois industriels quant à la disponibilité et au coût de l'offre en bois à l'avenir. La Commission consultative des mutations industrielles pour le Comité européen économique et social, qui se penche actuellement sur cette question, s'est dite préoccupée par les effets sur le marché des politiques de l'UE et a demandé que soit soumise à un examen détaillé la dynamique du marché des matériaux bois brut destinés à être utilisés dans l'industrie et le secteur des énergies renouvelables.

5. En revanche, les propriétaires forestiers ont bénéficié de la montée en puissance du marché de l'énergie bois, ce qui a encouragé la gestion des forêts en ouvrant des opportunités de marché pour les bois de qualité inférieure et les éclaircies précommerciales. Les scieries ont, elles aussi, profité des marchés en plein essor pour leurs produits dérivés, ce qui a aidé à renforcer la rentabilité du secteur des scieries dans plusieurs pays.

6. Les critères de l'UE en matière de pérennisation de la biomasse font actuellement l'objet de discussions, ce qui donne lieu à des incertitudes sur le marché.

7. La construction verte continue de prendre de l'essor dans la région de la CEE, les gouvernements reconnaissant de manière grandissante que le bois est susceptible de contribuer considérablement à l'efficacité énergétique et à la réduction de l'empreinte carbone, comparé à des matériaux de type acier ou béton. Plusieurs gouvernements ont pris les devants en introduisant des politiques visant à faire du bois le matériau de construction de premier choix, par ex., l'initiative *Wood First* (le bois d'abord) au Canada. Nombreuses sont les réussites dans toute la région, comme en témoignent le nombre croissant de bâtiments à plusieurs étages construits entièrement en bois, ou encore les édifices et structures iconiques telles que le Parasol à Séville en Espagne. Toutefois, faute de définitions ou de normes faisant l'objet d'un accord commun entre les divers codes de la construction verte, il est difficile de comparer la manière dont le bois d'œuvre est traité dans les politiques de construction verte dans l'ensemble de la région: élaborer une approche commune des normes pourrait être profitable au mouvement de la construction écologique et donc au statut du bois en tant que véritable matériau de la construction verte.

8. Les efforts menés par les gouvernements afin de combattre l'exploitation forestière illicite vont être stimulés avec l'entrée en vigueur en 2013 du Règlement sur le bois de l'Union européenne (RBUE), qui exigera

que l'on exerce une diligence raisonnée s'agissant de vérifier l'origine légale des bois mis sur le marché de l'UE pour la première fois. Aux États-Unis, pour la première fois, des mesures sont prises dans le cadre de la Loi Lacey à l'encontre d'une firme présumée avoir importé des bois de source illicite.

### **Produits forestiers – Leur contribution à l'économie verte**

9. D'ores et déjà, le secteur forestier contribue de manière importante à l'économie verte. Dans toute la région de la CEE, des forêts sous gestion durable fournissent toute une gamme de biens et services qui soutiennent des millions d'emplois, pour bon nombre en milieu rural, dont l'économie est fragile. En outre, les forêts elles-mêmes sont de grands réservoirs de carbone stocké. Les forêts fournissent un habitat clé à une toute une diversité d'animaux et de plantes. Grâce à leur potentiel récréatif, elles aident à encourager la santé et sont un atout de premier plan pour l'éducation — « une classe vivante ». La mise au point d'un Plan d'action par la CEE-ONU/FAO aidera à recenser de nouvelles manières pour le secteur forestier de contribuer de manière encore plus concrète à l'économie verte dans les États membres.

10. Le secteur forestier continue, par l'innovation et l'amélioration permanentes, d'améliorer ses processus de production. Réduire la consommation d'énergie et d'eau, fournir une part plus importante de produits finaux, autant d'aspects qui aident à atténuer les incidences de ce secteur sur l'environnement. En encourageant les gens à choisir des produits forestiers de préférence à des matériaux qui engendrent des empreintes carbone plus importantes, le secteur peut continuer à augmenter sa contribution à l'économie verte. L'analyse du cycle de vie des produits bois devrait montrer de manière convaincante que le bois possède des valeurs plus écologiques comparé à d'autres matériaux à forte teneur en carbone.

11. La neutralité carbone du bois en tant qu'énergie renouvelable aide la société en général à adopter une attitude écologique: remplacer les combustibles fossiles gros émetteurs de carbone, fournir une incitation aux propriétaires forestiers à placer sous gestion durable leurs surfaces boisées insuffisamment gérées et créer de nouveaux emplois. La notion de neutralité carbone du bois ne fait toutefois pas l'unanimité dans le monde; à cet égard des examens menés par l'UE et l'Agence américaine de protection environnementale pourraient remettre en question le statut du bois.

12. De nouveaux matériaux, tels que les composites bois-polymères, combinent des coproduits du bois issus de la fabrication et des déchets plastiques recyclés pour élaborer des produits qui présentent une meilleure durabilité et stabilité, permettant ainsi d'élargir leur marché, car ils restent, essentiellement, des produits bois. Dans le secteur de la pâte à papier, l'adoption

du bioraffinage ouvre de nouvelles possibilités et peut offrir une orientation à un développement intégré avec des industries qui peuvent utiliser les produits issus de cette technologie.

13. À plus long terme, les recherches en cours sur le développement de fibres de cellulose d'origine bio et de nouveaux polymères synthétiques offrent des possibilités passionnantes. La possibilité de mettre au point des processus viables à l'échelle commerciale pour cette transformation de la cellulose ouvrirait de nombreux marchés, y compris celui des pièces de carrosserie et composants dans l'industrie automobile, qui pourraient être fabriqués en « bois », pour remplacer l'acier et les plastiques.

### **Marchés des produits forestiers certifiés**

14. La superficie de forêts certifiées sous gestion durable a augmenté de 7% entre mai 2010 et mai 2011, pour atteindre 375 millions d'hectares dans le monde, les principales progressions, au cours de ces dernières années, intervenant en Amérique du Nord et dans la Fédération de Russie. L'offre en bois ronds issus de forêts certifiées s'est chiffrée à 447 millions de m<sup>3</sup> en 2010, soit environ 25% de l'offre en bois ronds industriels dans le monde, un pourcentage en légère diminution par rapport à 2009.

15. La pénurie constante de surfaces de forêt certifiée en région tropicale demeure une préoccupation, dans la mesure où la lutte contre la déforestation sous les tropiques a constitué l'un des facteurs clés qui ont motivé l'introduction de la certification des forêts. Les régions tropicales présentent le plus important potentiel d'expansion de la certification à l'avenir. Malgré l'évolution favorable enregistrée récemment en Afrique et en Amérique du Sud, environ 2% seulement de la forêt tropicale sont aujourd'hui certifiées.

16. Il y a bon espoir que la certification et le recours aux certificats CoC iront en augmentant, mais à un rythme nettement plus faible qu'avant 2008. Leur expansion sera difficile sans mesures destinées à rendre la certification plus attrayante et moins coûteuse pour les propriétaires forestiers, en particulier pour la myriade de petits propriétaires privés ou hors industrie. Le durcissement de la législation aux États-Unis et dans l'UE afin de garantir l'origine légale et d'encourager la pérennisation du bois commercialisé pourrait stimuler d'autant la certification.

## **II. Évolution de l'économie et de la construction**

17. L'économie mondiale montre quelques signes d'une possible reprise, à un rythme qui varie toutefois, l'Asie en développement affichant la croissance la plus rapide, avec environ 8%, suivie d'autres économies en développement en Europe centrale et de l'Est et dans

la CEI. En Europe de l'Ouest, les économies avancées sont nettement en retard, avec un taux de croissance annuelle de seulement 2% dans cette région. Les fluctuations des taux de change des devises n'ont fait qu'ajouter aux remous économiques généralisés. Le PIB de la région de la CEE pourrait enregistrer une modeste progression en 2012, mais dans certains pays de la zone euro, la croissance demeure très incertaine. On craint toujours que certaines économies ne soient confrontées à une double récession.

18. L'incertitude plane particulièrement sur les marchés de la construction et du logement, ce qui reflète l'incertitude économique persistante. Si certains signes laissaient penser que la chute spectaculaire des mises en chantier de logements neufs pourrait avoir atteint son plus bas, nous n'avons pas encore d'idée claire. La faible reprise du logement que l'Europe a connu en 2010 ne devrait pas se poursuivre en 2011. En fait, certains éléments probants donnent à penser que, dans plusieurs pays, l'activité a ralenti dans la construction dès le début de 2011, une tendance qui devrait se prolonger en 2012. Cette situation ne devrait pas être homogène dans la sous-région; en effet, l'Allemagne et la Pologne connaissent un regain d'activité plus marqué que d'autres pays.

19. En Amérique du Nord, la situation n'est guère encourageante. Aux États-Unis, les mises en chantier de logements n'indiquent guère de chances de se redresser après leur chute dramatique en 2009 lorsqu'elles sont tombées à 554 000 en 2009, leur plus bas niveau depuis soixante ans, après avoir culminé à 2,2 millions en 2005. Les chiffres de 2011 révèlent une remontée négligeable à 590 000. Par exemple, l'Association nationale des constructeurs résidentiels (*National Association of Homebuilders*, NAHB) a prévu 700 000 mises en chantier de logements pour 2012, une estimation qui a été revue à la baisse de 20% par rapport à une projection antérieure de 873 000. Elle a toutefois de nouveau révisé à la baisse sa plus récente estimation, pour la situer à 686 000. Selon d'autres prévisionnistes, il existe une chance infime de connaître une augmentation qui irait au-delà de 600 000 unités pour 2012.

## **III. Évolution des marchés par secteur**

### **Bois brut**

20. Après deux années successives de récoltes en diminution, le volume de bois ronds industriels prélevés dans la région de la CEE a rebondi en 2010, pour atteindre le chiffre estimé à 950 millions de m<sup>3</sup> (880 millions de m<sup>3</sup> en 2009), soit une progression de 8%. Ce chiffre représente toutefois le deuxième volume le plus bas relevé depuis 1996. Jusqu'en 2006, l'extraction de bois industriels en Amérique du Nord excédait de 80 millions de m<sup>3</sup> le volume combiné qui est récolté en Europe et dans la CEI chaque année. Ce recul marqué des prélèvements en Amérique du Nord, qui a connu une chute de 30% depuis 2006,

signifie que la situation s'est aujourd'hui inversée: à elles deux, l'Europe et la CEI ont en 2010 extrait 100 millions de m<sup>3</sup> de plus au total que l'Amérique du Nord. Si l'on y ajoute le bois récolté à usage de combustible (200 millions de m<sup>3</sup>), le total de la région CEE monte à 1 150 millions de m<sup>3</sup>, un chiffre comparable au total des enlèvements de bois dans le monde qui atteignent plus de 3 000 millions de m<sup>3</sup>. Le volume de bois ronds (industriel et combustible) prélevé en 2010 en Europe, qui se situe à 480 millions de m<sup>3</sup>, est le chiffre le plus élevé enregistré depuis 2007. Il est à mettre au compte d'une production de sciages accrue afin de répondre à la demande intérieure et à l'export, et d'une consommation plus importante de fibres de bois par les usines de pâte à papier dans la sous-région européenne.

21. En Europe, on anticipe une progression du niveau des enlèvements de bois de 1,5% seulement en 2011 et de moins de 1% en 2012, sachant que le rebond initial semble au point mort. Aux États-Unis, il apparaît que toute augmentation ne sera probablement que négligeable.

22. L'imposition, à partir du 1<sup>er</sup> avril 2008, d'une taxe sur les exportations de grumes russes a considérablement réduit les exportations de grumes, notamment à destination de la Finlande, de l'Allemagne, de la Corée du Sud et du Japon. Elles ont en effet diminué de plus de moitié entre 2006 et 2010. Les exportations n'ont pas chuté de manière aussi forte en direction de la Chine, un pays qui, en 2010, représentait 70% des exportations des grumes russes. Sachant que la demande en grumes continue de croître, la Chine s'est tournée vers d'autres sources, ce dont l'Amérique du Nord a bénéficié. Les exportations de grumes des États-Unis vers l'Asie, qui se situaient à environ 10 millions de m<sup>3</sup> entre 2005 et 2009, ont brusquement bondi en 2010 pour atteindre 16 millions de m<sup>3</sup>. La Canada, dans une moindre mesure toutefois, en a également profité, ses exportations de grumes progressant de 48% en 2010 pour atteindre 4 millions de m<sup>3</sup>. Les prix ont eux aussi augmenté, à tel point qu'il existe aujourd'hui un écart de prix notable entre le littoral occidental d'Amérique du Nord et le Sud des États-Unis, où les dommages dus aux tempêtes conjugués aux inondations ont provoqué un engorgement du marché local du bois. Selon des rumeurs qui ont circulé, la taxe à l'export imposée sur les grumes pourrait être réduite dans le cadre des négociations associées à la demande d'adhésion de la Fédération de Russie à l'Organisation internationale du commerce (OMC).

### Énergie bois

23. Le marché mondial de l'énergie bois a poursuivi son expansion, encouragé par les engagements pris au niveau des politiques de réduire la dépendance sur les combustibles fossiles et stimulé par les facteurs du marché, tels que de fortes augmentations du prix dans les autres sources d'énergie comme le pétrole ou le gaz.

Au nombre des facteurs politiques figurent l'objectif ambitieux de l'UE de faire passer la part des énergies renouvelables, qui représente aujourd'hui 9% environ de l'ensemble des besoins en énergie, à 20% d'ici à 2020, un objectif qui est associé à celui de réduire la consommation énergétique totale de 20% d'ici à 2020. À l'heure actuelle, l'énergie bois représente près de la moitié de l'offre en énergies renouvelables au sein des vingt-sept pays de l'UE, une source qui constitue à elle seule la plus importante aujourd'hui. À l'avenir, la biomasse agricole et les cultures dédiées à l'énergie pourraient contribuer de manière plus sensible aux portefeuilles d'énergies renouvelables.

24. Dans les autres industries utilisant le bois, on s'inquiète des incidences sur le marché d'une croissance aussi rapide que notable sur la demande en biomasse ligneuse en raison des effets associés sur les prix du bois massif et des coproduits issus du sciage, par ex., les copeaux et la sciure. Si la filière s'est toujours heurtée à la concurrence des matériaux bois brut, certains secteurs de l'industrie pensent que les incitations conçues pour stimuler les énergies renouvelables issues de la biomasse risquent de fausser les marchés des achats publics et de faire monter les prix de la biomasse ligneuse à des niveaux qui pourraient avoir des retombées sur la viabilité de la fabrication de certains produits bois. Souvent, les industries de fabrication du bois et les sociétés d'énergie bois se soutiennent mutuellement et dépendent les uns des autres de sorte que, ensemble, elles deviennent plus compétitives comparé aux autres matériaux et sources d'énergie.

25. Ce n'est pas seulement en Europe que les énergies renouvelables sont en expansion. Cette tendance s'observe également en Amérique du Nord. Aux États-Unis, on prévoit que la demande en bois destinée à satisfaire les besoins énergétiques projetés devrait doubler entre 2011 et 2014, pour passer d'environ 43 millions de m<sup>3</sup> à près de 112 millions de m<sup>3</sup>. Si cette augmentation semble considérable, elle représente en fait seulement une fraction du marché nord-américain. Les prélèvements enregistrés en Amérique du Nord en 2005 et 2006 atteignaient plus de 680 millions de m<sup>3</sup> (473 millions de m<sup>3</sup> en 2010).

26. De grandes compagnies de services collectifs, notamment dans des pays comme le Royaume-Uni, semblent se lancer dans une rapide expansion de leur production d'électricité reposant sur la biomasse (alimentée seule ou en association avec du charbon), et se tournent vers l'Amérique du Nord et du Sud ainsi que la Fédération de Russie pour s'assurer une offre à long terme en bois combustible. On anticipe une gigantesque expansion de la production de granulés de bois de qualité industrielle pour aider à satisfaire aux demandes en énergie qui sont projetées.

27. Au sein de la Fédération de Russie, les nouvelles



politiques introduites en 2010 ont pour objectif d'accroître l'efficacité énergétique et de réduire la consommation d'énergie, avec le soutien d'un financement public de 300 milliards de \$EU (échelonné sur dix ans). En 2010, la production de granulés de bois en Fédération de Russie a été estimée à environ un million de tonnes, dont 80% sont exportés, essentiellement à destination de l'Europe. Ce qui est actuellement la plus grande usine de fabrication de granulés de bois au monde, forte d'une capacité d'un million de tonnes par an, a commencé à produire au printemps de 2011 dans la région de Leningrad. On prévoit de construire sur treize sites du nord-ouest et du centre de la Russie de nouvelles usines qui, toutes confondues, auront une capacité projetée de trois millions de tonnes.

28. Les catastrophes naturelles, telles que le tsunami au Japon et la catastrophe dans la centrale nucléaire de Fukushima qui s'est ensuivie, ont poussé à repenser les politiques énergétiques dans plusieurs pays industrialisés. La décision de sortir progressivement de l'énergie nucléaire qui a été prise par les gouvernements de l'Allemagne (mars 2011) et de la Suisse (septembre 2011) présente une opportunité pour les énergies renouvelables, y compris l'énergie bois, de satisfaire à l'avenir la demande en énergie. Le marché de l'énergie bois offre un vaste potentiel d'expansion.

### Marchés du carbone

29. Dans le monde, les échanges carbone ont connu une régression d'ordre structurel en 2010, dans la mesure où le volume de CO<sub>2</sub>e est tombé à 6,9 milliards de tonnes avec une valeur transactionnelle de 141,8 milliards de \$EU. Le système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre de l'Union européenne (EU-ETS) demeure le plus grand marché, représentant 84% du marché mondial des échanges carbone qui se chiffre à 119,8 milliards de \$EU. Les autres dispositifs de conformité infranationaux ont diminué en taille, et les pays ont hésité à déployer de nouveaux systèmes nationaux de plafonds et d'échanges dans le contexte d'incertitude économique. Les avancées limitées sur l'accord qui succédera à celui de Kyoto au-delà de 2012 et dans le processus de négociation de la CCNUCC, de même que l'absence de détails sur le fonctionnement de la REDD+ ont empêché le secteur forestier de tirer pleinement parti des marchés du carbone.

30. Le marché volontaire du carbone (VCM), le principal segment porteur de croissance pour les projets liés au carbone forestier, a atteint le volume record de transactions de 132 millions de tonnes de CO<sub>2</sub>e, chiffré à 424 millions de \$EU — ce qui demeure une infime fraction du commerce mondial du carbone. Les premières transactions ayant trait aux crédits en échange de projets de conservation forestière dans le cadre de la REDD+ ont été opérées en 2010. Treize nouveaux projets de boisement et de reboisement

dans le cadre du Mécanisme de développement propre (MDP) étaient enregistrés en date de juin 2011, ce qui porte leur total à soixante-trois. L'essentiel de cette activité a consisté à planter des forêts à usage industriel ou commercial. L'Amérique latine a été le principal incubateur. Le Canada, l'Espagne et quelques autres pays de la CEE ont formé un partenariat au titre de « participants au projet », car ils soutiennent le Fonds biocarbone de la Banque mondiale. Cela témoigne de leur intérêt pour éventuellement acheter les crédits associés à ces projets.

31. Dans la région de la CEE, les industries forestières investissent dans des projets liés à l'énergie biomasse et à l'efficacité énergétique en échange contre des crédits carbone. La plupart, qui sont mis en œuvre dans le cadre du MDP, reposent sur des projets liés aux coproduits issus de scieries et aux résidus forestiers/énergie biomasse. Quatre projets d'exécution conjointe liés à la conversion des déchets bois en énergie et à l'utilisation de la biomasse sont actuellement en cours dans des usines de pâte à papier et papier de la Fédération de Russie, de même que plusieurs projets d'amélioration énergétique et de coproduction de la biomasse en Europe de l'Est.

32. Lorsque l'EU-ETS entamera sa Phase 3 en 2013, l'industrie européenne de la pâte à papier et du papier va être confrontée aux adjudications concurrentielles des quotas de l'UE et à des limites contraignantes d'émissions, par rapport à des niveaux d'émission de référence. Cette situation, qui va modifier le terrain de jeu au sein du secteur et de l'Europe, ainsi qu'avec les concurrents mondiaux, aura des effets directs sur la compétitivité. La décision de l'UE selon laquelle aucun crédit gratuit ne sera accordé pour aucune production d'électricité quelle qu'elle soit constitue un handicap majeur pour la production combinée de chaleur et d'électricité (CHP). Les limites pour une attribution gratuite, bien qu'établies au sein d'un processus équilibré, vont donner lieu à d'importants écarts de coûts d'une usine et d'un pays à l'autre (par ex., ceux qui brûlent encore du charbon).

### Sciages résineux

33. En 2010, les marchés des sciages résineux se sont améliorés dans toutes les sous-régions de la CEE, à l'exception de la CEI, où ils sont restés stables. Après un repli de la consommation de 13,8% en 2009, elle est remontée de 9,6% en 2010, une meilleure hausse que celle prévue l'année dernière par le Comité du bois, qui était de 7,5%.

34. En 2010, la production européenne a augmenté de plus de 8% à 99,3 millions de m<sup>3</sup> et est projetée atteindre 100,1 millions de m<sup>3</sup> en 2011, puis 102 millions de m<sup>3</sup> en 2012. La consommation en 2010 était de 87,9 millions de m<sup>3</sup> (en hausse de 12%) et de 88,5 millions de m<sup>3</sup> en 2011. Les exportations en direction des marchés d'Afrique du Nord et du

Moyen-Orient ont progressé régulièrement en 2010, mais ont subi les conséquences du « Printemps arabe » de 2011. Les exportations à destination des États-Unis ont enregistré une chute encore plus marquée. Le marché en expansion de la bioénergie dans plusieurs scieries européennes a un peu joué le rôle de facteur stabilisant, en les aidant à surmonter la période la plus difficile sur le marché.

35. Après les fortes chutes de la production dans l'industrie nord-américaine des sciages résineux qui ont découlé de la crise économique, la production a connu un léger mieux en 2010, tout en restant à 45% de son plus haut de 2005. Les taux d'utilisation des capacités ont atteint leur plus bas niveau historique de 50% en 2009. Comme l'avait projeté le Comité du bois en 2010, au Canada, la production de sciages résineux a progressé de près de 20%, ce qui reflète une amélioration de la demande intérieure mais aussi une augmentation sensible de ses exportations, notamment à destination de la Chine. Les statistiques sur les importations publiées par les Douanes chinoises en juillet 2011 indiquent que le chiffre des exportations canadiennes de sciages résineux vers la Chine durant les six premiers mois de 2011 a presque doublé comparé à celui de la période équivalente en 2010 (3,14 millions de m<sup>3</sup> contre 1,6 million de m<sup>3</sup>). Aux États-Unis, le marché des résineux demeure très incertain, mais la production américaine a augmenté de 5% en 2010, puis de 8% supplémentaires durant la première moitié de 2011. Pour 2011, on projette une production de 38,8 millions de m<sup>3</sup> au Canada (bien que la production dans l'Est canadien n'atteigne pas les niveaux de 2010 et qu'elle soit donc en conséquence inférieure en 2011 comparée aux projections antérieures) et d'environ 43,4 millions de m<sup>3</sup> (+3%) aux États-Unis. Les scieries de l'Ouest du Canada continuent de bénéficier des coupes de récupération dans les forêts infectées par le dendroctone du pin et des exportations accrues vers la Chine.

36. Dans la Fédération de Russie, la production de sciages résineux a augmenté de 4%, estime-t-on, en 2010 et est projetée croître encore en 2011

### Sciages feuillus

37. L'industrie des sciages feuillus a fait ses premiers pas chancelants vers la reprise en 2010. Dans toute la région de la CEE, la production a augmenté de 3,3% à 33,2 millions de m<sup>3</sup>, mais a été entravée par la perte permanente de ses capacités et les faibles niveaux des prélèvements, qui ont été particulièrement prononcés aux États-Unis. En Europe, la production a augmenté de 9,4% à 13,2 millions de m<sup>3</sup> (la consommation a augmenté d'environ 7%), la plus forte hausse intervenant en Turquie, en Allemagne et en Croatie. C'est en Amérique du Nord que la demande en sciages feuillus est restée la plus élevée, bien que la consommation en 2010 y ait diminué de 2% à partir de 2009, pour se situer juste en deçà de 16,4 millions de m<sup>3</sup> — dans

le sillage d'une tendance à long terme, qui a vu la consommation chuter régulièrement, comparée à près de 28 millions de m<sup>3</sup> en 1999.

38. Le futur à long terme des marchés mondiaux des sciages feuillus devient de plus en plus tributaire de marchés hors de la région de la CEE, la Chine ayant un poids particulièrement considérable. Dans le secteur du meuble, la mondialisation et la faiblesse des marchés de la construction et du logement ont fait baisser la demande en sciages feuillus de qualité de finition au sein de la région de la CEE, mais la demande à l'export, notamment à destination de la Chine, a aidé à compenser ce handicap.

39. L'importance croissante accordée à l'origine légale des bois, qui est soutenue par une législation durcie qui oblige les fournisseurs à être en mesure de prouver le « faible risque » que les bois aient été illégalement prélevés, pourrait conférer un avantage aux producteurs des régions où une bonne gouvernance forestière est en place et inciter les autres à améliorer leur gestion durable des forêts.

### Panneaux

40. Le secteur des panneaux bois demeure confronté à des conditions éprouvantes sur le marché et dans le commerce. L'absence de toute solide reprise sur les marchés de la construction et du logement, à laquelle s'ajoutent les effets sur les ventes de meubles de la confiance des consommateurs en berne, aurait pu laisser augurer d'une demande réduite en panneaux. Or, la consommation d'ensemble dans la région de la CEE a en fait augmenté de près de 5%, l'Europe (6%) et la CEI (16,8%) affichant une performance nettement plus forte que l'Amérique du Nord, où la consommation n'a progressé que de 0,5% en 2010. La production a en grande partie reflété la consommation, sauf en Amérique du Nord, où la production a chuté d'un peu moins de 1%, de sorte que la faible progression de la consommation qui y a été enregistrée a été satisfaite par les importations en hausse. En Amérique du Nord, les firmes ont accru les niveaux d'exploitation de leur capacité de fabrication à 57% pour les OSB (projetés augmenter de nouveau en 2011 à 60%), et à 70% pour les contreplaqués (projetés augmenter en 2011 à 71%), ce qui représente une reprise salubre à partir de 2009, année qui avait vu les plus bas niveaux d'utilisation de la capacité depuis 25 ans. En Europe, malgré la remontée bénéfique de la production et de la consommation en 2010, les fabricants se trouvent pris en étau entre les prix en hausse de l'énergie, du bois et du transport, et la faiblesse de la demande.

41. Malgré l'atonie de l'activité dans la construction à travers la majeure partie de l'Europe, les exportations russes de contreplaqués ont continué d'augmenter en 2010, une tendance qui devrait se poursuivre en 2011 et 2012. Après avoir régressé en 2009, la demande intérieure en MDF et en panneaux de particules, de

même que les exportations, ont de nouveau progressé. La consommation de MDF est projetée augmenter de 10% et de 7% en 2011 et 2012, contre 22% et 8% pour les contreplaqués. La Chine, qui a doublé sa production de panneaux depuis 2006 pour atteindre 153,6 millions de m<sup>3</sup> en 2010, va être un concurrent de poids pour les producteurs de la région de la CEE.

#### **Papier et pâte de bois**

42. Malgré la crise économique, la production mondiale de papier et carton a atteint des niveaux records en 2010, avec 400 millions de tonnes, au sein de laquelle la part de la région de la CEE était de 183 millions de tonnes (46%). La Chine représente environ 100 millions de tonnes. Le secteur a profité d'excellentes conditions sur le marché en 2010 et au début de 2011, suite à une consommation et des prix en hausse pour la plupart des produits pâte à papier, papier et carton. Depuis 2000, l'essentiel de l'expansion dans la capacité de production est intervenu dans la région de la CEE, ce qui montre une réorientation constante de la croissance au sein du secteur en faveur de l'Asie et de l'Amérique latine.

43. Dans la région de la CEE, la consommation de papier et carton est projetée augmenter à 181 millions de tonnes en 2011 (0,5% de plus qu'en 2010). On projette un taux de croissance identique pour 2012. La consommation de pâte de bois ne devrait guère changer en 2011 et croître de 0,7% en 2012 pour atteindre 108 millions de tonnes. Malgré la réorganisation de son industrie, la Finlande a augmenté sa production qui résulte d'une amélioration de l'efficacité dans ses scieries restantes.

44. En Europe, la consommation de papier et carton devrait rester stationnaire en 2011, mais augmenter de 1% en 2012 à 93 millions de tonnes. La consommation de pâte à papier devrait légèrement y diminuer en 2011 et excéder le chiffre de 2010 en 2012, pour atteindre 45,7 millions de tonnes. En Amérique du Nord, on projette que la consommation de papier et carton va continuer de chuter, de 0,8% en 2011 pour la situer à 78,8 millions de tonnes, et rester inchangée en 2012.

45. En Russie, la consommation de papier et carton est projetée croître de 2% en 2011, puis de 3% supplémentaires en 2012. Cela hissera la consommation à 6,9 millions de tonnes en 2012. Selon les projections, la Russie devrait enregistrer 1% de croissance pour sa production de pâte à papier en 2011 et 2012, pour atteindre 6,1 millions de tonnes. La Russie présente un déficit commercial dans le papier et carton (2 milliards de \$EU) parce qu'elle exporte essentiellement des classes de qualité inférieure alors qu'elle importe des classes de qualité supérieure pour le papier d'impression et d'emballage ainsi que les mouchoirs. La modernisation des usines existantes en Russie présente des opportunités d'investissement.

#### **Produits à valeur ajoutée et produits bois d'ingénierie**

46. Si l'économie mondiale affiche des signes de reprise, il en va de même sur le marché international du meuble en bois. La Chine demeure le premier fournisseur, les États-Unis étant son plus grand marché.

47. Les marchés des produits en bois profilé montrent une forte reprise, avec près de 20% d'augmentation en 2010, aux États-Unis. La demande a également progressé en Europe, notamment en Allemagne, l'offre asiatique et latino-américaine supplantant l'offre intérieure.

48. Aux États-Unis, la production et la consommation de la plupart des produits bois d'ingénierie (tels que les bois lamellés-collés, poutres en I et bois lamellés) ont affiché de modestes progressions en 2010, des augmentations supplémentaires étant attendues en 2011. Les bois à copeaux orientés (OSL) et les bois de placage à copeaux longs (VSL) semblent gagner en popularité, notamment dans les applications hors résidentiel en Amérique du Nord. Enfin, les bois lamellés-croisés (CLT), un produit/système qui se propage en Europe, commence à prendre pied en Amérique du Nord. Les CLT offrent une alternative écologique au béton armé d'acier dans les structures où l'ossature en bois ne peut pas être utilisée.